

Unité départementale du Loiret
3, rue du carbone
CEDEX 2
45000 Orléans

Orléans, le 25/11/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/11/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SETRAD

Les Pierrelets
45380 Chaingy

Références : VAT20240583
Code AIOT : 0010005999

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/11/2024 dans l'établissement SETRAD implanté La Perrière à Michel ROUTE DE CORFEU 45310 Saint-Péravy-la-Colombe. L'inspection a été annoncée le 21/10/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SETRAD
- La Perrière à Michel ROUTE DE CORFEU 45310 Saint-Péravy-la-Colombe
- Code AIOT : 0010005999
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société SETRAD exploite une installation de compostage sur la commune de Saint-Péravy La Colombe. Les activités du site sont réglementées par l'arrêté préfectoral du 15 novembre 2024.

Thèmes de l'inspection :

- AN24 Trackdéchets RNDTS
- Bruits et vibrations
- Déchets
- Eau de surface
- Eaux souterraines
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
6	Eau - Protection des eaux	AP Complémentaire du 15/11/2024, article 4.1.2	Demande d'action corrective	60 jours
8	Eaux souterraines - Analyses	AP Complémentaire du 15/11/2024, article 4.5.3	Demande d'action corrective	60 jours
14	Niveaux sonores	AP Complémentaire du 15/11/2024, article 6.2.3	Demande de justificatif à l'exploitant	60 jours
15	Installations électriques	AP Complémentaire du 15/11/2024, article 7.3.1	Demande d'action corrective	60 jours
20	Compostage - Procédure d'admission	AP Complémentaire du 15/11/2024, article 8.1.6	Demande d'action corrective	60 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Capacité autorisée	AP Complémentaire du 15/11/2024, article 1.2.1	Sans objet
2	Odeur - Stock	AP Complémentaire du 15/11/2024, article 3.1.2	Sans objet
3	Odeur - Etude	AP Complémentaire du 15/11/2024, article 3.1.2	Sans objet
4	Odeurs	AP Complémentaire du 15/11/2024, article 3.1.2	Sans objet
5	Eau - Consommation	AP Complémentaire du 15/11/2024, article 4.1.1	Sans objet
7	Eaux souterraines - Programme de surveillance	AP Complémentaire du 15/11/2024, article 4.5.3	Sans objet
9	Déchets - Quantités	AP Complémentaire du 15/11/2024, article 5.1.3	Sans objet
10	Déchets -	AP Complémentaire du 15/11/2024,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	Registre	article 5.1.6	
11	Déchets - Trackdéchets	AP Complémentaire du 15/11/2024, article 5.1.6	Sans objet
12	Déchets générés	AP Complémentaire du 15/11/2024, article 5.1.7	Sans objet
13	Bruit	AP Complémentaire du 15/11/2024, article 6.1.1	Sans objet
16	Compostage - Constitution des installations	AP Complémentaire du 15/11/2024, article 8.1.1	Sans objet
17	Compostage - Origine géographique	AP Complémentaire du 15/11/2024, article 8.1.3	Sans objet
18	Compostage - Masse déchets verts	Code de l'environnement du 19/11/2024, article 543-313	Sans objet
19	Admission des matières entrantes	AP Complémentaire du 15/11/2024, article 8.1.4	Sans objet
21	Compostage - Admission	AP Complémentaire du 15/11/2024, article 8.1.6	Sans objet
22	Compostage - Registre	AP Complémentaire du 15/11/2024, article 8.1.7	Sans objet
23	Compostage - Mouvements de composts	AP Complémentaire du 15/11/2024, article 8.1.7	Sans objet
24	Compostage - Conditions de stockage	AP Complémentaire du 15/11/2024, article 8.1.8	Sans objet
25	Compostage - Déroulement	AP Complémentaire du 15/11/2024, article 8.1.9	Sans objet
26	Compostage - Déroulement	AP Complémentaire du 15/11/2024, article 8.1.9	Sans objet
27	Compostage - Déroulement	AP Complémentaire du 15/11/2024, article 8.1.9	Sans objet
28	Compostage - Déroulement	AP Complémentaire du 15/11/2024, article 8.1.9	Sans objet
29	Compostage - Suivi du procédé	AP Complémentaire du 15/11/2024, article 8.2	Sans objet
30	Moyens d'intervention	AP Complémentaire du 15/11/2024, article 7.7.2	Sans objet
31	Ressources en	AP Complémentaire du 15/11/2024,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	eau et en mousse	article 7.7.3	
32	Confinement	AP Complémentaire du 15/11/2024, article 7.4.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Capacité autorisée

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 15/11/2024, article 1.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, compostage
Prescription contrôlée : Installation de compostage de déchets non dangereux ou de matière végétale. Compostage d'autres déchets. La quantité de matières traitées est supérieure ou égale à 75 t/j : - Quantité : 142 tonnes par jour - Capacité maximale annuelle : 51 900 tonnes
Constats : En 2023, 35 987 tonnes de déchets ont été traitées sur le site, soit environ 98 tonnes par jour. A fin septembre 2024, 30 004 tonnes de déchets ont été traitées, soit environ 111 tonnes par jour. Ces quantités sont inférieures aux quantités fixées à l'article 1.2. de l'arrêté préfectoral complémentaire du 15 novembre 2024. Pas d'écart constaté.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Odeur - Stock

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 15/11/2024, article 3.1.2
Thème(s) : Risques chroniques, Stock tampon
Prescription contrôlée : Un stock tampon de végétaux broyés est maintenu en permanence pour permettre le mélange avec les matières fermentescibles dès leur arrivée.
Constats : Le jour de l'inspection, un stock tampon de végétaux broyés est présent sur le site, environ 600 tonnes. Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite
--

N° 3 : Odeur - Etude
Référence réglementaire : AP Complémentaire du 15/11/2024, article 3.1.2
Thème(s) : Risques chroniques, Etude odeur
Prescription contrôlée : Une étude odeur est réalisée dans l'année qui suit l'augmentation des tonnages traités.
Constats : L'étude odeur a été réalisée les 10 et 11 janvier 2024 par la société OLENTICA en huit points sur le site et selon la norme NF EN 13725. Le niveau d'odeur maximal relevé est de 2850 UO/m ³ , soit un niveau inférieur au niveau prescrit à l'article 3.1.2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 15 novembre 2024 (niveau d'odeur sur site : 3000 UO/m ³ - éloignement des tiers de 400 mètres). L'habitation la plus proche est située à moins de 400 mètres des limites du site. Pas d'écart constaté.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Odeurs
Référence réglementaire : AP Complémentaire du 15/11/2024, article 3.1.2
Thème(s) : Risques chroniques, Brumisation
Prescription contrôlée : En dehors des phases de fermentation, les odeurs sont traitées par l'implantation d'une barrière fixe de brumisation de produits neutralisants d'odeurs complétée par un dispositif mobile.
Constats : L'inspection des installations classées a constaté la présence d'un système de brumisation de produits neutralisants d'odeurs le long de la plateforme de réception des déchets verts et d'un second système de brumisation le long du bassin de stockage des lixiviats. L'exploitant dispose également d'un dispositif mobile de brumisation. Pas d'écart constaté.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Eau - Consommation
Référence réglementaire : AP Complémentaire du 15/11/2024, article 4.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Consommation
Prescription contrôlée : Prélèvement maximal annuel : 500 m ³ /an
Constats :

<p>A fin octobre 2024, 124 m³ d'eau ont été consommés sur le site, soit une consommation mensuelle d'environ 12 m³. A la fin de l'année 2024, la consommation d'eau sera très inférieure à la consommation annuelle (500 m³) prescrite à l'article 4.1.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 15 novembre 2024.</p> <p>Pas d'écart constaté.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Eau - Protection des eaux

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 15/11/2024, article 4.1.2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Protection des eaux d'alimentation</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un ou plusieurs réservoirs de coupure ou bacs de disconnexion ou tout autre équipement sont installés.[...]</p> <p>Ce dispositif est contrôlé au moins une fois par an.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier la présence d'un réservoir de coupure ou d'un bac de disconnexion afin d'éviter le retour d'eau polluée dans le réseau d'adduction publique. Il n'a pas été en mesure de présenter le contrôle de ce dispositif au moins une fois par an.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 60 jours</p>

N° 7 : Eaux souterraines - Programme de surveillance

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 15/11/2024, article 4.5.3</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Conformité des ouvrages</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les 3 piézomètres [...] doivent disposer d'un couvercle coiffant maintenu fermé et cadenassé.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection des installations classées a constaté que les trois piézomètres disposaient d'un couvercle coiffant maintenu fermé et cadenassé.</p> <p>Conforme.</p>

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Eaux souterraines - Analyses

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 15/11/2024, article 4.5.3
Thème(s) : Risques chroniques, Analyses - Résultats
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Deux fois par an, en périodes de "hautes eaux" et de "basses eaux", les niveaux piézométriques sont relevés.</p> <p>L'exploitant joint aux résultats d'analyse un tableau des niveaux relevés (exprimés en mètres NGF) ainsi qu'une carte des courbes isopièzes à la date des prélèvements avec une localisation des piézomètres.</p> <p>L'eau prélevée fait l'objet à minima des substances suivantes : conductivité, pH, chlore total, azote global, COT, fer, manganèse, cuivre, zinc, cadmium, plomb, arsenic, chrome total, mercure et nickel.</p> <p>Chaque campagne d'analyses comporte en particulier :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le sens d'écoulement des eaux souterraines, - les résultats d'analyses, - un récapitulatif de l'évolution de la qualité des eaux depuis le premier contrôle et d'une manière générale, tous commentaires utiles à une bonne compréhension des résultats.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté les résultats des analyses réalisées par EUROFINS les 27 mars et 11 septembre 2023 pour les trois piézomètres. Le chlore total n'a pas été mesuré lors de ces analyses.</p> <p>Les résultats d'analyses montrent des concentrations sensiblement identiques entre le PZ amont et les PZ1 et PZ2 aval.</p> <p>Le rapport annuel établi suite à ces analyses ne comporte pas les résultats obtenus pour le cadmium et le mercure alors que les bulletins d'analyses présentés montrent que ces deux paramètres ont été analysés.</p> <p>Ce rapport comporte le sens d'écoulement des eaux souterraines, un récapitulatif de l'évolution de la qualité des eaux de 2018 à 2023, un tableau des niveaux relevés (en NGF) ainsi qu'une carte des courbes isopièzes.</p> <p>Les eaux des trois piézomètres ont fait l'objet d'analyses les 24 avril et 3 septembre 2024 par EUROFINS. Le paramètre chlore total n'a pas été mesuré lors de ces analyses. L'exploitant est en attente du rapport annuel établi suite à ces analyses.</p> <p>Le chlore total n'est pas mesuré lors des analyses des eaux souterraines des trois piézomètres.</p> <p>L'exploitant doit veiller à ce que le rapport annuel comporte bien les résultats de l'ensemble des paramètres analysés dans les trois piézomètres.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 60 jours

N° 9 : Déchets - Quantités

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 15/11/2024, article 5.1.3
Thème(s) : Risques chroniques, Quantités maximales stockées
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La quantité de déchets entreposés sur le site ne dépasse pas les quantités suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - déchets verts : 1250 tonnes - boues : 1250 tonnes - compost : 4000 tonnes
<p>Constats :</p> <p>Le jour de l'inspection, 713 tonnes de déchets verts étaient entreposées sur le site ainsi que 2 000 tonnes de compost. Aucune boue n'est stockée sur le site. L'exploitant a précisé qu'à l'arrivée sur le site, après être déchargées dans l'alvéole correspondante, les boues sont immédiatement mélangées avec les biodéchets et les déchets industriels végétaux.</p> <p>Pas d'écart constaté.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Déchets - Registre

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 15/11/2024, article 5.1.6
Thème(s) : Risques chroniques, Registre des déchets sortants
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants. Le contenu minimal des informations du registre est fixé en référence à l'arrêté du 31 mai 2021.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté le registre des déchets sortants du 1er janvier au 30 septembre 2024. Ce registre comporte l'ensemble des items listés à l'article 2 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2021. Les déchets sortants sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • compost non normé destiné à l'épandage • compost normé vendu à des particuliers • ferrailles reprises par la société REVIVAL à Ingré • lixiviats destinés à l'épandage • refus de criblage envoyés en installation de stockage de déchets non dangereux. <p>Pas d'écart constaté.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Déchets - Trackdéchets

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 15/11/2024, article 5.1.6
Thème(s) : Risques chroniques, Trackdéchets
Prescription contrôlée : Chaque expédition de déchets dangereux expédié fait l'objet de l'émission d'un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets (Trackdéchets)
Constats : L'exploitant a présenté à l'inspection des installations classées le bordereau électronique émis dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets (trackdéchets) concernant les boues issues du nettoyage du déshuileur-débourbeur du site pour l'année 2023. Ce bordereau concerne trois tonnes de boues de curage sous le code déchet 13.05.07*. Il a été complété pour l'ensemble des items et par l'ensemble des intervenants.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Déchets générés

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 15/11/2024, article 5.1.7
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets générés
Prescription contrôlée : Les principaux déchets générés par le fonctionnement normal des installations sont les suivants : <ul style="list-style-type: none">- 19 05 02 : refus de criblage- 19 10 02 : déchets métalliques (dont les boîtes de conserves)- 13 05 07* : déchets issus du nettoyage du déshuileur-débourbeur
Constats : Du 1er janvier à la date de l'inspection, les activités du site ont généré : <ul style="list-style-type: none">• 25 tonnes de refus de criblage (19 05 02)• 66 tonnes de déchets métalliques dont les boîtes de conserves (19 10 02)• 5 tonnes de déchets issus du nettoyage du déshuileur-débourbeur (13 05 07*) Pas d'écart constaté.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Bruit

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 15/11/2024, article 6.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Mesure du niveau de bruit
Prescription contrôlée : Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée dans l'année qui suit l'augmentation des tonnages traités

Constats : Les mesures de niveaux sonores ont été réalisées par SOCOTEC en quatre points en limite de propriété du site et en zone à émergence (habitation la plus proche du site), le broyeur était en fonctionnement. Pas d'écart constaté.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : Niveaux sonores

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 15/11/2024, article 6.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Mesures des niveaux sonores
Prescription contrôlée : Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée dans l'année qui suit l'augmentation des tonnages traités puis tous les trois ans. Les résultats des mesures réalisées sont transmis au préfet dans le mois qui suit leur réception.
Constats : Les résultats des mesures de niveau sonore et de l'émergence au titre de l'année 2024 n'ont pas été transmis au préfet par l'exploitant.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 60 jours

N° 15 : Installations électriques

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 15/11/2024, article 7.3.1
Thème(s) : Risques accidentels, Vérification
Prescription contrôlée : Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les défauts relevés dans son rapport.
Constats : L'exploitant a présenté à l'inspection des installations classées, le rapport de vérification des installations électriques établi par SOCOTEC au titre de l'année 2023. Ce rapport mentionne deux observations déjà formulées en 2022 : identification coffret pompe bassin et remplacement de la canalisation du coffret de fermeture.

<p>L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier des travaux nécessaires afin de lever ces observations récurrentes.</p> <p>SOCOTEC est intervenu sur le site le 15 novembre 2024 afin de procéder à la vérification des installations électriques.</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées le rapport établi par SOCOTEC au titre de l'année 2024.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 60 jours</p>

N° 16 : Compostage - Constitution des installations

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 15/11/2024, article 8.1.1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Constitution des installations</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation de compostage comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> - une aire de réception des déchets verts, - une fosse de réception des biodéchets pouvant contenir du jus, - une aire de réception des biodéchets, - une aire de réception des boîtes de conserves de légumes, - une pré fosse de collecte des lixiviats d'une partie de la plateforme située à proximité de la pré fosse, - une fosse de réception de boues, - des aires de fermentation, - une aire de broyage, - des aires de maturation, - une aire de criblage, - des zones de stockage de broyat, - des aires de stockage du compost.
<p>Constats :</p> <p>L'inspection des installations classées a constaté que le site comporte l'ensemble des installations listées à l'article 8.1.1 de l'arrêté préfectoral du 15 novembre 2024.</p> <p>Pas d'écart constaté.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 17 : Compostage - Origine géographique

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 15/11/2024, article 8.1.3
Thème(s) : Risques chroniques, Origine géographique des matières entrantes
Prescription contrôlée : Les matières entrantes proviennent du département du Loiret, de la région Centre-Val de Loire et de ses départements limitrophes (72, 89) ainsi que de la région d'Ile de France
Constats : L'inspection des installations classées a consulté le registre des déchets entrants établi depuis le début de l'année 2024. Les déchets proviennent des départements du Cher, de l'Eure-et-Loir, du Loir et Cher et du Loiret (déchets verts, biodéchets, déchets de l'industrie agro-alimentaire, cendres, graisses et fumiers) et de la région d'Ile de France (boues). Conforme.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 18 : Compostage - Masse déchets verts

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 19/11/2024, article 543-313
Thème(s) : Risques chroniques, Masse de déchets verts
Prescription contrôlée : La masse de déchets verts utilisés comme structurant n'excède pas 80% de la masse de boues d'épuration et de digestats des boues d'épuration utilisées dans le mélange en référence au décret du 14 septembre 2021.
Constats : En 2024, la masse de déchets verts utilisés comme structurant n'excède pas 80% de la masse de boues d'épuration et de digestats des boues d'épuration (30%). Conforme.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 19 : Admission des matières entrantes

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 15/11/2024, article 8.1.4
Thème(s) : Risques chroniques, Matières animales
Prescription contrôlée : Au regard du règlement européen sur les sous-produits animaux, les matières animales traitées sur le site sont classées dans la catégorie 3 pour les déchets d'installations classées et la FFOM, dans la catégorie 2 pour les déchets d'origine agricole. L'exploitant doit disposer des agréments sanitaires pour le compostage des sous-produits animaux.
Constats :

L'inspection des installations classées a consulté le registre des déchets entrants depuis le début de l'année 2024. 655 tonnes de sous-produits animaux ont été réceptionnées sur le site. L'exploitant dispose de l'agrément sanitaire pour le compostage des sous-produits animaux de catégories 2 et 3. Celui-ci a été renouvelé le 4 septembre 2024 sous le numéro FR45296002. **Conforme.**

Type de suites proposées : Sans suite

N° 20 : Compostage - Procédure d'admission

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 15/11/2024, article 8.1.6

Thème(s) : Risques chroniques, Procédure d'admission

Prescription contrôlée :

En vue de vérifier son admissibilité, l'exploitant doit demander au fournisseur de la matière première une information préalable sur la nature et l'origine de cette matière et sa conformité par rapport au cahier des charges.

Cette information préalable doit être renouvelée tous les ans.

Les matières font l'objet d'une analyse complète permettant de vérifier leur conformité au regard des valeurs fixées à l'annexe I.

Dans le cas de boues d'épuration, l'information préalable précise également :

- la description du procédé conduisant à la production de boues,
- pour les boues urbaines, le recensement des effluents non domestiques traités par le procédé décrit,
- une caractérisation de ces boues au regard des éléments figurant à l'annexe I et de ceux pouvant intervenir dans le procédé réalisée selon la fréquence indiquée à l'annexe II.

Constats :

L'exploitant a présenté le cahier des charges. Celui-ci a été mis à jour le 18 septembre 2023, il comporte notamment la liste des déchets acceptés et refusés.

L'inspection des installations classées a consulté par sondage, la fiche d'information préalable à l'admission concernant la Ferme des Arches établie le 2 mars 2024 pour l'acceptation de 100 tonnes de déchets de tissus végétaux sous le code déchet 02 01 03. Cette fiche mentionne la conformité du déchet au cahier des charges.

L'inspection des installations classées a également consulté par sondage, la fiche d'information préalable à l'admission concernant Sede Environnement établie le 13 mars 2024 pour l'acceptation de 2000 tonnes de boues de la station d'épuration collective de Bonneuil en France (département 95) sous le code déchet 19 08 05.

La tonne de matière sèche étant comprise entre 160 et 480, la fréquence d'analyse prescrite à l'annexe II de l'arrêté préfectoral précité est la suivante :

- 6 analyses de la valeur agronomique des boues,
- 4 analyses des éléments trace métalliques,
- 2 analyses des composés organiques.

Les boues ont fait l'objet d'analyses les 17 janvier, 26 février, 29 avril, 26 juin, 23 juillet et 21 août 2024. L'ensemble des paramètres listés à l'annexe I de l'arrêté préfectoral du 15 novembre 2024. A chaque analyse, tous les paramètres listés ci-dessus ont été analysés.

La fiche d'information préalable à l'admission ne précise pas le recensement des effluents non domestiques traités dans la station d'épuration collective de Bonneuil en France.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 60 jours

N° 21 : Compostage - Admission

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 15/11/2024, article 8.1.6
Thème(s) : Risques chroniques, Radioactivité
Prescription contrôlée : Toute admission de déchets autre que des déjections animales ou des déchets végétaux fait l'objet d'un contrôle de non-radioactivité du chargement.
Constats : L'inspection des installations classées a constaté que l'exploitant dispose d'un radiamètre portatif. Celui-ci a été vérifié par @m2c le 19 décembre 2023. Conforme.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 22 : Compostage - Registre

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 15/11/2024, article 8.1.7
Thème(s) : Risques chroniques, Registre entrée
Prescription contrôlée : Chaque arrivage de matières premières sur le site pour compostage donne lieu à un enregistrement de : - la date de réception, l'identité de transporteur et les quantités reçues, - l'identification du producteur des matières premières et leur origine avec la référence de l'information préalable correspondante, - la nature et les caractéristiques des matières premières reçues.
Constats : Par sondage, l'inspection des installations classées a consulté l'enregistrement de l'arrivage sur le

<p>site de déchets verts en mélange en date du 2 janvier 2024 pour une quantité de 3,98 tonnes et sous le code déchet 20 02 01. Ces déchets proviennent de la déchetterie de Saint Ay gérée par la Communauté de Communes des Terres du Val de Loire. Ces déchets ont été transportés par la société SOCCOIM de Chaingy. La fiche d'information préalable à l'admission est la fiche FIPA MULTI 24-47.</p> <p>Par sondage, l'inspection des installations classées a consulté l'enregistrement de l'arrivage sur le site de sous-produits animaux de catégorie 3 en date du 2 janvier 2024 pour une quantité de 2,12 tonnes et sous le code déchet 02 02 03. Ces déchets proviennent du Couvoir d'Amilly. Ces déchets ont été transportés par la société SOCCOIM de Chaingy. La fiche d'information préalable à l'admission est la fiche FIPA STPE 24-46.</p> <p>Pas d'écart constaté.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 23 : Compostage - Mouvements de composts

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 15/11/2024, article 8.1.7
Thème(s) : Risques chroniques, Mouvements de composts
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les mouvements de composts font l'objet d'un enregistrement indiquant au minimum :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la date, la quantité enlevée et les caractéristiques du compost (analyses) par rapport aux critères spécifiés à l'article 8.2.1 et la référence du lot correspondant, - l'identité et les coordonnées du client.
<p>Constats :</p> <p>L'inspection des installations classées a consulté le registre de sortie des composts établi depuis le début de l'année 2024.</p> <p>Par sondage, l'inspection des installations classées a consulté l'enregistrement du :</p> <ul style="list-style-type: none"> • compost normé NFU 44-095 : date d'enlèvement du 17 avril 2024 pour une quantité de 26,7 tonnes, l'analyse correspondante au lot du 19 février 2024, la référence du lot : STPE/DV.BU.10.23, client : AXEREAL (département de l'Eure-et-Loir), l'adresse et le numéro SIRET sont présents dans l'enregistrement, • compost non normé : date d'enlèvement du 5 juin 2024 pour une quantité de 30 tonnes, l'analyse correspondante au lot du 1er février 2024, la référence du lot : STPE/DV.BI cendres.07.08.09.23, client : SCEA de Verelle (département du Loiret), l'adresse et le numéro SIRET sont présents dans l'enregistrement. <p>Pas d'écart constaté.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 24 : Compostage - Conditions de stockage

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 15/11/2024, article 8.1.8
Thème(s) : Risques chroniques, Stockage
Prescription contrôlée :

<p>Le stockage des matières premières et des composts doit se faire de manière séparée, par nature de produits sur les aires identifiées réservées à cet effet.</p> <p>La hauteur des stocks est limitée en permanence à 5 mètres.</p> <p>La durée d'entreposage sur le site des composts produits est inférieure à un an.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection des installations classées a constaté que le stockage des matières premières et des composts est réalisée de manière séparée par nature de produits.</p> <p>La hauteur des stocks est limitée en permanence à 5 mètres par la hauteur du chargeur d'engin.</p> <p>La durée d'entreposage des composts produits est inférieure à un an. L'exploitant a précisé que cette durée ne peut pas excéder deux mois compte tenu du manque de place sur le site pour stocker les composts produits.</p> <p>Pas d'écart constaté.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 25 : Compostage - Déroulement

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 15/11/2024, article 8.1.9</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Mélange</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les déchets verts sont stockés dans l'attente d'être broyés pour être utilisés en tant que structurant lors de la constitution des andains</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection des installations classées a constaté le stockage des déchets verts dans l'attente d'être broyés.</p> <p>Pas d'écart constaté.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 26 : Compostage - Déroulement

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 15/11/2024, article 8.1.9</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Temps de séjour</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le temps de séjour des matières en cours de fermentation aérobie en ventilation pilotée avec contrôle de la température compostées dans la zone correspondante est de deux semaines de fermentation aérobie au minimum et au moins un retournement (opération de retournement après fermentation aérobie suivie d'une remontée de température à 50°C pendant 24 heures) et à 55°C au moins pendant une durée minimale totale de 72 heures.</p>
<p>Constats :</p>

<p>Par sondage, l'inspection des installations classées a consulté :</p> <ul style="list-style-type: none"> le lot DV.DI/05-24 : le relevé de la température a débuté le 3 mai 2024, la remontée de la température à 50°C a été réalisé pendant 24 heures et à 55°C pendant une durée de 105 jours. Trois retournements ont été effectués (14 juin, 9 juillet et 19 août 2024). La durée de la fermentation a été de 105 jours, le lot DV.BU/07-24 : le relevé de la température a débuté le 19 août 2024, la remontée de la température à 50°C a été réalisé pendant 24 heures et à 55°C pendant une durée de 49 jours. Trois retournements ont été effectués (2 août, 19 septembre et 23 octobre 2024). La durée de la fermentation a été de 90 jours. <p>Conforme.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 27 : Compostage - Déroulement

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 15/11/2024, article 8.1.9
Thème(s) : Risques chroniques, Mesure des températures
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La mesure des températures se fait, pour chaque lot, conformément aux bonnes pratiques en vigueur et à une fréquence d'au moins trois mesures par semaine pendant le début de la phase de fermentation aérobie.</p>
<p>Constats :</p> <p>Par sondage, l'inspection des installations classées a consulté le lot DV.DI/05-24. La mesure de la température est réalisée à raison de douze mesures par jour.</p> <p>L'inspection des installations classées a constaté la présence de sondes de température sur les andains.</p> <p>Conforme.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 28 : Compostage - Déroulement

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 15/11/2024, article 8.1.9
Thème(s) : Risques chroniques, Durée de la maturation
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le compost fait l'objet ensuite d'environ 3 mois de maturation avant la phase d'affinage</p>
<p>Constats :</p> <p>Par sondage, l'inspection des installations classées a consulté :</p> <ul style="list-style-type: none"> le lot DV.DI/05-24 : le début de la maturation est le 1er juillet 2024 et la fin de la maturation est le 19 septembre 2024, le lot DV.BU/06-24 : le début de la maturation est le 1er juillet 2024 et la fin de la

<p>maturation est le 15 octobre 2024.</p> <p>Pas d'écart constaté.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 29 : Compostage - Suivi du procédé

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 15/11/2024, article 8.2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Suivi du procédé</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant d'une installation de production de compost destiné à un retour au sol instaure une gestion par lot séparés de fabrication, depuis la constitution des andains jusqu'à la cession du compost.</p> <p>Il tient à jour un document de suivi par lot sur lequel il reporte toutes les informations utiles concernant la conduite de la dégradation des matières [...]</p> <p>Les informations suivantes sont en particulier reportées sur ce document :</p> <ul style="list-style-type: none"> - nature et origine des produits ou déchets constituant le lot, - mesures de température et d'humidité relevés en différents points au cours du processus, - nombres et dates des retournements ou périodes d'aération et le cas échéant des arrosages éventuels des andains, - durée de la phase de fermentation et de la phase de maturation, - les résultats des analyses nécessaires à la démonstration de la conformité du lot de compost sortant aux critères définissant une matière fertilisante. <p>La durée du compostage doit être indiquée sur chaque lot.</p>
<p>Constats :</p> <p>Par sondage, l'inspection des installations classées a consulté le document de suivi du lot :</p> <ul style="list-style-type: none"> • DV.DI/06-24 : nature des déchets constituant le lot (biodéchets, graisses, fumier), la liste des producteurs, les mesures de température et d'humidité (35%), le nombre et les dates des retournements (3 retournements : 1er juillet, 16 et 30 septembre 2024), les durées de la phase de fermentation (1 mois) et de maturation (3 mois), les résultats des analyses du 24 août 2024, la durée du compostage sur chaque lot (132 jours). <p>Pas d'écart constaté.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 30 : Moyens d'intervention

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 15/11/2024, article 7.7.2</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Entretien des moyens d'intervention</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le site est équipé de neuf extincteurs à poudre, à eau et à CO2. L'exploitant a présenté le rapport</p>

de vérification des extincteurs. Ceux-ci ont été contrôlés le 25 juin 2024 par la société DESAUTEL.
Conforme.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 31 : Ressources en eau et en mousse

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 15/11/2024, article 7.7.3

Thème(s) : Risques accidentels, Ressources

Prescription contrôlée :

L'exploitant doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre et au minimum les moyens définis ci-après :

- une réserve d'eau d'un volume de 160 m3 incluse dans le bassin pompier,
- des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques.

Constats :

Le site est équipé de neuf extincteurs. L'inspection des installations classées a constaté la présence de la réserve d'eau incluse dans le bassin pompier. La réserve est équipée d'un raccord pompier. Un repère par chaînage permet à l'exploitant de s'assurer du volume de 160 m3 toujours disponible de la réserve en eau.

Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 32 : Confinement

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 15/11/2024, article 7.4.2

Thème(s) : Risques accidentels, Dispositif de confinement

Prescription contrôlée :

Les réseaux d'assainissement susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction et de refroidissement) sont raccordés à un dispositif de confinement étanche aux produits collectés et d'une capacité minimum de 2700 m3 (bassin de stockage des lixiviats).

Constats :

L'inspection des installations classées a constaté que le site dispose d'un bassin pompier (bassin de stockage des lixiviats) d'un volume de 2700 m3 incluant la réserve d'eau.

Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite